

La baie de Hann, coin de paradis devenu égout de Dakar, attend d'être dépolluée

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / LA RÉDACTION

23 janvier 2024



Sur la longue plage de la baie de Hann à Dakar, un homme seul, muni d'une pelle et d'une brouette, ramasse inlassablement des monceaux d'ordures en quantités telles que la tâche revêt un air mythologique. L'odeur est pestilentielle. À quelques mètres, une canalisation charrie dans l'Atlantique un mélange brun d'eaux usées des ménages et des usines.

Autrefois considérée comme l'une des plus belles anses d'Afrique, l'ancienne étendue idyllique de sable fin d'une vingtaine de kilomètres contiguë au port de Dakar est devenue le déversoir à déchets d'une

population en augmentation accélérée et d'une industrie en expansion continue.

La majorité de l'industrie manufacturière sénégalaise est située le long de la baie et y évacue directement ses effluents. La pollution de l'océan y atteint des niveaux préoccupants.

L'État promet depuis plus de vingt ans de s'atteler au nettoyage. Un projet de dépollution lancé en 2018 avec le soutien financier de l'Agence française de développement, Invest International, la banque de développement chinoise (CDB) et l'Union Européenne piétine.

L'Office national de l'assainissement (Onas) vient d'annoncer la reprise des travaux suspendus pendant des mois. Il y a longtemps que les riverains implorent que les choses changent.

“Ça fait des années qu'on nous dit qu'il y a un projet, mais rien ne change. Je n'y crois plus”, se désespère Daouda Kane, 45 ans, assis sur le bord de mer. À quelques mètres, une femme verse les restes de sa marmite du déjeuner sur la grève qui grouille d'insectes.

“On a l'habitude”

“Ici, tu lances tes filets, tu ramènes des ordures”, peste Modou Ndong, un pêcheur de 53 ans. *“Et on fait des maladies”,* assure-t-il, évoquant l'apparition épisodique de boutons sur sa peau.

À certains endroits, il est presque impossible de voir le sable sous les détritits. À intervalles réguliers de quelques centaines de mètres, des canalisations d'eaux usées se jettent dans la mer, rouge sang au niveau de l'abattoir, de couleur noire pour les rejets des industries chimiques et de

la tannerie Senta. La gorge brûle quiconque s'en approche.

Le chercheur Amidou Sonko, qui travaille pour l'Institut de recherche pour le développement (IRD), a démontré la "haute toxicité" du lieu.

Ses analyses témoignent d'une concentration de la bactérie escherichia coli (E. Coli) de 13 à 100 fois plus élevée que la limite autorisée, et de la présence de salmonelles. Il a aussi observé des quantités d'entérocoques, de microplastiques, d'aluminium, de chrome et de zinc qui dépassent largement les normes.

Autant de menaces pour la peau, les poumons ou les yeux des humains, mais aussi pour la biodiversité, dit-il. Le développement de certaines espèces est affecté dans cet espace naturel de reproduction des poissons.

Pourtant, Seyni Badiane, un jeune papa, se baigne avec ses filles de deux et cinq ans à une trentaine de mètres d'un canal qui rejette une eau verte. *"C'est la seule plage dans le quartier, alors on vient ici, dit-il. Nous sommes des Africains, donc on a l'habitude"*, ajoute-t-il.

Inertie industrielle

"Personne ne peut empêcher les enfants de se baigner ici", déplore Mbacké Seck, qui milite depuis plus de 25 ans pour la dépollution.

"Nous ne comprenons pas ce retard. Le besoin est là, l'argent est là. L'impact négatif est là dans notre quotidien. Qu'est-ce qui empêche ce projet d'aller de l'avant?", s'interroge-t-il.

Le groupe français Suez est en train de construire sur le littoral une

centrale d'épuration censée traiter 26 000 mètres cubes par jour pour 500 000 habitants. Elle doit être mise en service début 2025, assure l'AFD, l'un des principaux bailleurs.

Mais le reste des travaux a été suspendu plus d'un an et demi à cause de la faillite de l'entreprise en charge de poser la conduite principale devant relier la zone portuaire à la centrale d'épuration, indique Alassane Dieng, coordinateur du projet à l'Onas.

"La grande difficulté est de convaincre les industries de participer", dit M. Dieng, alors qu'elles occupent 63% de la zone urbaine selon une étude d'impact de 2018.

Elles seront raccordées au réseau à condition de mettre en place des unités de prétraitement et paieront une redevance industrielle. Si elles ne se conforment pas aux règles, une taxe de pollution *"très dissuasive"* est prévue, largement supérieure à celle en vigueur aujourd'hui, dit-il. Alassane Dieng promet que l'ensemble du projet, d'un coût total d'environ 95 milliards de francs CFA (145 millions d'euros), sera achevé fin 2025.